



FORUM INTERNATIONAL POUR LE BIEN VIVRE

GRENOBLE
6 - 7 - 8
JUN 2018
DOMAINE
UNIVERSITAIRE

RICHESSSE(S), BONHEUR : Quels indicateurs pour inventer demain ?

RETOUR EN MOTS ET EN IMAGES

Les 6, 7 et 8 juin 2018, le territoire de Grenoble, en France, accueillait le Forum International pour le Bien Vivre. Pendant 3 jours, les regards et les expériences locales des cinq continents se sont croisés : le présent document revient sur les principaux enseignements de ce forum.

Depuis plus de 30 ans, de nombreuses expériences promouvant des boussoles de société complémentaires ou alternatives aux indicateurs économiques ont été menées. À l'échelle internationale, régionale et locale, ces initiatives bousculent l'idée d'une croissance infinie dans un monde fini. Leur ambition est de mesurer et de mieux prendre

en compte le bien-être de tous et toutes, l'environnement, le développement humain et social, la qualité de vie, le vivre-ensemble... Cette réflexion sur les indicateurs est révélatrice : une société juste et soutenable suppose une boussole construite en commun, avec tous les concerné·e·s.

« **Les indicateurs disent et organisent une représentation du monde et un cadre de pensée. Il s'agit de décider collectivement ce qui compte, ce que l'on veut compter, et comment on s'organise pour le prendre en compte.** »

Celina Whitaker, co-présidente du collectif FAIR (Forum pour d'autres indicateurs de richesse), France

« **Le bien-être est un absolu : chacun a une part de responsabilité pour l'atteindre. Nous avons tous cette aspiration, mais les conditions et la manière d'y parvenir varient d'un pays à un autre.** »

Dasho Karma Ura, Directeur du Center for Bhutan Studies, Bhoutan.



« **Le bien vivre est lié à la capacité de se retrouver ensemble, dans une société sans pauvreté, riche pour tout le monde et riche de tout son monde.** »

Vivian Labrie, chercheuse autonome, Québec.

Le Forum International pour le Bien Vivre est le fruit d'un travail partenarial, associant depuis plusieurs années Grenoble-Alpes Métropole, la Ville de Grenoble, la communauté universitaire Grenoble-Alpes, l'association CCFD-Terre Solidaire et le réseau FAIR.

Résultat d'une gouvernance partagée, le programme de ce forum a permis l'expression et la rencontre d'une diversité de personnalités internationales, issu·e·s de la sphère politique, universitaire, associative, professionnelle et citoyenne. Cette alliance inédite est un des messages forts du forum : c'est la convergence des énergies qui produit le changement structurel de notre modèle de développement.



RENCONTRE ENTRE LES MONDES

EN CHIFFRES

L'attention particulière portée à la diversité de formes de débats et d'échanges, d'angles d'accroche et de modes d'expression a été la clé de la rencontre entre des mondes qui se croisent peu.

3 jours de forum,

130 propositions de contributions reçues,

250 intervenant·e·s, animateurs et animatrices,

1 000 participant·e·s,

25 pays représentés,

1 colloque scientifique,

75 rendez-vous : **5** plénières, **9** tables rondes scientifiques, **52** ateliers, **3** temps de croisement, et **6** manifestations culturelles (des concerts, des spectacles...)

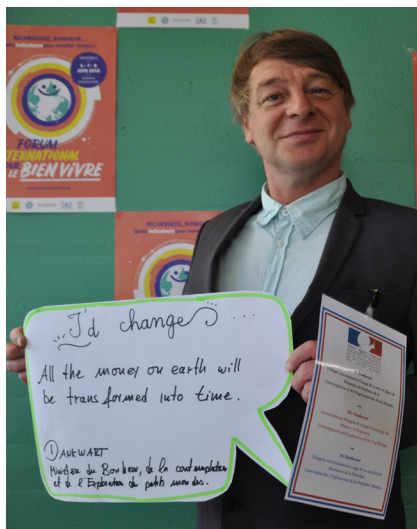
Mais aussi... des zones de libres échanges, un mur d'expression, 2 débats tirés du chapeau...!

Tout en humour, des temps de partage informels ont ponctué le forum : le "Ministre du bonheur, de la contemplation et de l'exploration des petits mondes" avec ses moments de poésie, les dessins humoristiques de Cled'12, des spectacles, de la danse... Autant d'invitations à plonger dans nos émotions et expérimenter pleinement le Bien Vivre.*

**personnage fictif du Collectif d'artistes
« Un euro ne fait pas le printemps »*

Les échanges et débats, ouverts, foisonnants et multithématiques, ont permis de faire des « pas de côté », indispensables à la rencontre entre le public et les intervenant·e·s. Au-delà des différences géographiques, institutionnelles, politiques ou disciplinaires, des lignes communes ont émergé.

Ces convergences sont le signe d'une prise de conscience mondiale qui mûrit et s'élargit. Citoyen·ne·s, expert·e·s, décideur·euse·s et artistes ont pu expérimenter la complémentarité des savoirs et des expériences, confronter les points de vue, et vivre en direct des moments d'intelligence collective.



LES PRINCIPALES CONCLUSIONS

LE BIEN VIVRE : UNE ALTERNATIVE AU DÉVELOPPEMENT ACTUEL

Peut-on croître sans croissance ? La convergence des témoignages venus des quatre coins du monde autour de la notion de bien vivre est puissante : originaires de Bolivie ou du Bhoutan, d'Afrique du Sud ou du Canada, habitant·e·s d'un petit village ou d'une métropole... tous et toutes aspirent à une alternative au développement basé sur la croissance, et dont les dégâts sociaux et environnementaux sont palpables. Mais les acteurs et actrices engagé·e·s sont allé·e·s au-delà du diagnostic : des alternatives concrètes sont déjà mises en œuvre. Elles décalent notre regard et nous incitent à sortir des sentiers battus.

Une interdépendance entre l'être humain et la nature

Dès l'ouverture du forum, la réflexion de Pablo Solón, homme politique bolivien, sur le Bien Vivre rassemble et interpelle.

Le Bien Vivre est une vision holistique, qui considère l'humain, la nature et le cosmos comme faisant partie d'un tout.

Le Bien Vivre consiste à trouver l'équilibre entre toutes les composantes de ce système interdépendant.

Et face aux grands déséquilibres environnementaux, José Alberto Mujica, ancien chef d'État uruguayen, interroge notre responsabilité envers le devenir de la terre, de l'humanité et du monde sensible qui nous entoure.

Un nouveau tempo

La vision occidentale du « faire plus et mieux » renvoie vers l'idée de progrès infini, dans lequel le temps est linéaire.

Au contraire, le Bien Vivre demande de rechercher l'équilibre dans le mouvement.

Le temps est une spirale : cela suppose pour chacun et chacune d'accepter les cycles, les avancées et les reculs, qui ne sont jamais des retours en arrière.

« Notre rôle fondamental n'est pas de croître indéfiniment, mais de trouver un équilibre dans ce tout » (Pablo Solón).

Et pour sortir de la course en avant du temps occidental, une des clés est de savoir s'arrêter, pour apprécier *« l'art de vivre à la bonne heure et l'art de la pleine présence »* (Patrick Viveret, philosophe, France).

La relation comme richesse

La relation - aux autres, au monde, à soi - est une dimension centrale du Bien Vivre, une source de richesse à part entière.

LES SAVOIRS ANCESTRAUX, UNE SOURCE D'INSPIRATION...

« Au Timor-Leste, la protection de l'environnement en faveur des générations futures est inscrite dans la constitution. Pour construire une société faite davantage de bien vivre, nous nous sommes inspirés de la méthode du Tara Bandu. Cette loi coutumière est un instrument traditionnel utilisé par nos ancêtres. Elle vise à aider les personnes, à respecter la nature, l'environnement et les animaux. Nous cherchons à promouvoir ce code social et à l'enrichir avec des réglementations plus modernes, pour que les gens vivent en harmonie et en paix. »



Jenito Santana, animateur éducatif, et militant au sein de l'ONG KSI (Timor Leste)

« *Vivre bien, c'est construire une société dans laquelle chaque personne a sa place, est reliée aux autres et reconnue par eux comme quelqu'un qui a de la valeur, qui a quelque chose à apporter et à recevoir des autres* » (Elena Lasida, économiste, France).

Cette attention fondamentale à ce qui nous lie trace une ligne d'action très claire pour Freddy Ehlers (homme politique équatorien) et Raffi Duymedjian (penseur de la chaire paix économique) : la paix devient l'objectif premier.

La paix avec la nature, la paix dans la communauté et la paix avec soi-même.

LE BIEN VIVRE : UN RÉCIT COLLECTIF À BÂTIR ENSEMBLE

Le Bien Vivre est un cap qui se veut universel. Pour en faire un cap commun, il est important de le définir. Qui est légitime pour cela ? Le forum a confirmé l'importance de l'expertise citoyenne, articulée avec l'expertise scientifique et politique.

À la croisée des expertises scientifiques et citoyennes

La capacité à définir et à mesurer a été longtemps dévolue aux seuls experts scientifiques. Or, cette exclusivité a empêché le débat contradictoire, et, avec lui, l'enrichissement et l'appropriation des idées.

« *L'acceptation de la transversalité des savoirs*

est en route, ainsi que la co-responsabilité pour le Bien Vivre. (...) Il faut développer encore plus des recherches participatives autour des données issues de l'expertise académique, et des espaces de transition pour échanger, écouter et débattre » (Claudine Offredi, chercheuse, France).

Un point de débat demeure : quelle doit être la place effective des citoyen·ne·s

dans le processus de construction d'un indicateur ? Faut-il les consulter en amont pour co-construire les cibles et les critères orientant la mesure, ou associé·e·s y compris dans la construction technique des indicateurs ? Cette dernière option leur permettrait d'être vigilant·e·s sur tous les micro-choix techniques qui peuvent masquer des pré-supposés politiques. Une chose est sûre : la « boîte noire » des indicateurs - celle qui donnerait magiquement la direction à suivre - ne peut plus exister.

Partager le pouvoir de penser et d'agir : une condition du bien vivre

« *Tout changement profond viendra de la société civile, à l'échelle mondiale* » (Sylvie Bukhari-de Pontual, Présidente du CCFD-Terre Solidaire, France).



Entre deux conférences, le Ministère du Bonheur propose une mesure collective du bonheur. Le résultat au bout de 3 jours ? Les gens sont moins heureux car le forum se termine !

La fabrication collective des indicateurs n'est qu'un révélateur - mais un révélateur puissant - du partage du pouvoir (de penser et d'agir).

« Les citoyens sont invités à prendre part aux débats sur des sujets qui les concernent. L'objectif est de ne pas dissocier ceux qui vont produire les chiffres de ceux qui vont les utiliser » (Florence Jany-Catrice, économiste, France).

Avec les plus pauvres et les marginaux

« Il faut porter attention à ceux qui sont mis à la marge de nos standards collectifs » (Vivian Labrie, chercheure, Québec-Canada).
Face aux inégalités croissantes, la société québécoise a défini, avec

les plus pauvres, un plancher social pour la couverture des besoins de base de tout un chacun. Le revenu n'est qu'une dimension de ce plancher social, qui intègre également la solidarité publique ou privée, les réseaux et communautés, ou encore toutes les richesses non monétaires.

« Pour lutter contre la misère, il faut d'abord rencontrer ceux qui la vivent et cheminer avec eux » (Xavier Godinot, ATD quart monde, France).

Un accord entre « je » et « nous »

« On a souvent l'idée que le bien-être individuel s'oppose au bien-être collectif. La petite révolution à faire est de dire que bien-être individuel et bien-être

collectif vont ensemble et sont complémentaires » (Elena Lasida, économiste, France).

Cela en appelle à un changement de représentations.

« Si on pense que le problème vient des autres, on est dans une stratégie de condamnation : les autres ont tort, et nous détenons la vérité » (Jacques Lecomte, psychologue, France).

Faisant référence à Nelson Mandela, Jacques Lecomte appelle à « faire de ses adversaires des alliés ».

Cet appel exigeant, qui incite à sortir d'un « entre soi », est la condition du changement d'échelle.



« Le bien-être, ce sont les trois harmonies qu'il doit y avoir entre la nature, la communauté, et avec soi-même. »



Freddy Elhers,
journaliste et homme politique,
Équateur.

« Riche en témoignages, un World café a démontré que chacun agit déjà, à son échelle, en faveur du Bien Vivre. »

FABRIQUE D'INDICATEURS : VERS UN RÉFÉRENTIEL COMMUN

De nombreux indicateurs alternatifs ont émergé à travers le monde. Pourquoi une telle diversité ? Certains indicateurs ont un sens à une échelle large, tel que l'indice de développement humain, mais n'ont plus aucune pertinence à l'échelle d'une commune ou d'un quartier. Autre exemple : l'indicateur du « succès de la pêche à l'ouananiche » est très parlant pour la région de Saguenay-Lac-Saint-Jean au Québec, mais beaucoup moins sur d'autres territoires !

Les indicateurs locaux sont essentiels, car ils sont en prise avec les réalités d'un territoire. Ils permettent à chacun·e de se sentir concerné·e, et de pouvoir agir dans son quotidien. Pour autant, un socle commun de critères est essentiel pour créer des « conventions socio-politiques » et agir à grande échelle ; celle à laquelle se produisent les crises sociales et environnementales.

Le forum a fortement pointé ce besoin d'établir un référentiel commun, à l'échelle mondiale. Ainsi, les territoires pourraient s'appuyer sur celui-ci pour construire leur démarche, et l'ajuster à leurs particularités, tout en restant en phase avec les défis planétaires.

Le Bien Vivre, concept universel aux couleurs locales

Et justement, le forum a permis de conforter ou de révéler des « dimensions universelles » du Bien Vivre. Sous des noms différents, des critères communs se retrouvent dans nombre d'expériences internationales : la convivialité, le lien social, la solidarité, le lien avec la nature, la gouvernance, le rapport au temps, le bien-être psychologique, l'affirmation de soi, la culture, l'accès aux droits fondamentaux, la santé, l'éducation... Chacun d'eux a un degré d'importance variable selon la culture ou les spécificités locales.

Ces dimensions consensuelles peuvent constituer le fondement d'un référentiel partagé. Un des défis est de bien garder l'approche globale, holistique.

Concrètement, l'idée est de mesurer l'incidence d'une action donnée sur chacune des dimensions essentielles pour le Bien Vivre.

Les seuils de soutenabilité

Des indicateurs comme le bien-être soutenable et territorialisé (IBEST) à Grenoble ou le bonheur

national brut (BNB) au Bhoutan ont défini un seuil de soutenabilité.

Au Bhoutan, il invite chacun à se poser la question « How much is enough ? Qu'est-ce qui est assez ? », plutôt que « Comment avoir plus ? ». Le seuil de soutenabilité vise ainsi à définir collectivement ce qui est juste au regard du bien vivre et ce qui permet



à chacun et chacune de vivre dignement. Il fixe des objectifs à atteindre pour un territoire, en fonction de ses particularités, sur des thématiques préalablement définies.

Par exemple, concernant la santé, l'objectif fixé par l'IBEST est que 100 % des gens en mauvaise santé soient suivis médicalement. Cette technique apporte un changement de concept ; celui de s'affranchir de la comparabilité avec « le voisin » par le biais de scores, et de se concentrer sur l'atteinte d'une situation soutenable pour tous et toutes. Il s'agit alors de dépasser la tentation de « bien vivre chez soi... quitte à le faire aux dépens des autres » pour, au

contraire, penser en termes d'interdépendance entre les territoires. La prise en compte des flux et des externalités économiques, sociales et environnementales, d'un territoire à l'autre, est donc indispensable.

Les chiffres ont une éthique...

Les chercheur·e-s et notamment les économistes présent·e-s ont plaidé pour une éthique du chiffre. Son garde-fou ? La co-construction avec la société civile organisée. La présence de collectifs, de corps intermédiaires, aux côtés des politiques et des savant·e-s, offrent les conditions d'un partage du pouvoir.



LE DROIT, UN OUTIL AU SERVICE DU BIEN VIVRE

Rendre les indicateurs opérationnels et leur donner la force du droit, telle est l'ambition des porteur·se-s de nouveaux modèles de société. La mise en place d'un cadre légal est une des étapes de cette montée en puissance des indicateurs. C'est une étape majeure mais insuffisante. La France, avec la loi Eva Sas, impose chaque année au gouvernement de publier un rapport sur les nouveaux indicateurs, et d'évaluer les réformes passées et à venir à leur aune. Mais Eva Sas, ancienne députée de l'Essonne, constate des freins, des « résistances » à prendre en compte ces indicateurs dans l'élaboration des politiques publiques. Le Bhoutan, la Bolivie et l'Équateur sont allés plus loin : ils ont intégré la notion de Bien Vivre dans leur Constitution, et l'ont complétée par des outils du droit. Au Bhoutan, la Commission Nationale BNB instruit les différents projets de lois avant leur adoption, et les 8 dimensions du BNB sont inscrites sur le fronton des écoles.

Plénière " De la croissance au Bien Vivre : comment porter un changement de cap ?" avec, de gauche à droite : **Dasho Karma Ura**, Directeur du Center for Bhutan Studies (Bhoutan), **Jésùs Sanz**, Conseiller à la Présidence (Équateur), **Philippe Frémeaux**, éditorialiste à Alternatives Économiques et Président de l'Institut Veblen

LE FORUM... ET APRÈS ?

« Ces trois journées ont décrit le récit positif de la transformation du monde actuel »

(Jean-François Caron, Maire de Loos-en-Gohelle, France).

Écrire un récit commun, c'est déjà faire un grand pas en avant : c'est rendre compréhensible et partageable un futur orienté vers ce modèle de développement, plus juste pour les humains et la nature.

Faire en commun, cela suppose de poursuivre l'exercice délicat du « co » : co-construire, co-élaborer, concilier, correspondre... Les débats du forum ont démontré l'importance du croisement des savoirs, à toutes les échelles.

« Le grand enjeu est d'adopter une posture qui allie la résistance créatrice et l'expérimentation anticipatrice, animée par une vision positive et transformatrice. L'objectif étant d'aller le plus loin

possible dans ce qu'on propose comme forme d'organisation sociale, cohérente avec le bien vivre » (Patrick Vivieret, philosophe et membre du mouvement « Les jours heureux », France).

D'autres caps restent à franchir. Celui notamment de définir « qui » est légitime pour porter et encadrer cette démarche au niveau mondial. Cette interrogation en appelle aux grandes institutions telles que l'OCDE, ou la Commission européenne... Une chose est sûre, l'alliance entre les citoyen·ne·s, les chercheur·e·s et les acteur·rice·s du secteur public est féconde et puissante. Elle est une condition nécessaire au changement d'échelle.



Plénière de clôture du forum.

« Les échanges et débats durant ce forum me confirment l'importance de renforcer le pouvoir de la société civile, de processus locaux qui s'appuient sur les citoyens et qui leur donnent un rôle central et inclusif. Mais aussi la nécessité d'expérimenter, de prendre des risques et de prendre des décisions, avant que d'autres les prennent à notre place. »

Asier Ansorena (à droite),
membre de l'Institut Banco Palmas (Brésil)

Ce Forum a donné de la matière pour que chacun·e puisse continuer son cheminement : à Grenoble, la dynamique collégiale de territoire sur le sujet se poursuit.

Retrouvez les productions issues du Forum sur :
www.bienvivre2018.org



Univ. Grenoble Alpes
Université de l'innovation



FAIR
Forum pour
d'Autres
Indicateurs de
Richesse